



”Le processus de purification ethnique à travers le temps”

Georges Prévélakis

► To cite this version:

Georges Prévélakis. ”Le processus de purification ethnique à travers le temps”. *Guerres mondiales et conflits contemporains - no spécial : Les permanences balkaniques au XXe siècle.*, 2005, pp.47-59. <halshs-00110427>

HAL Id: halshs-00110427

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00110427>

Submitted on 30 Oct 2006

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Georges PREVELAKIS

Le processus de purification ethnique à travers le temps

in no spécial: Les permanences balkaniques au XXe siècle, *Guerres mondiales et conflits contemporains*, janvier 2005/217, pp. 47-59.

Les crises yougoslaves des années 1990 ont conduit à l'adoption d'un terme qui a eu un impact considérable sur la mobilisation internationale: la purification ethnique. L'influence idéologique et politique de ce nouveau vocable est liée à deux idées:

- Que la pratique désignée par ce terme fut une innovation des années 1990.
- Que cette pratique s'inscrit dans la continuité des crimes nazis (Holocauste).

Ces deux idées sont en contradiction entre elles mais ont néanmoins fonctionné ensemble dans la dénonciation des Serbes, désignés à la fois comme une réincarnation de l'Allemagne nazie et comme des innovateurs diaboliques.

Il ne s'agit pas ici de discuter le fonctionnement de ce dispositif idéologique pendant les diverses crises yougoslaves ni de relativiser la responsabilité des acteurs politiques et militaires serbes (ou autres). Il est néanmoins important de replacer les événements de la décennie 1990 dans un contexte historique plus large. La prise en compte des continuités et permanences ne conduit pas à la relativisation des horreurs récents mais permet d'éviter leur utilisation pour effacer les horreurs passées.

La purification ethnique n'est nouvelle dans les Balkans que par son nom. L'introduction de la logique géopolitique occidentale au sein de l'Empire ottoman à partir du début du XIXe siècle y conduisait inéluctablement. Les Serbes n'ont donc rien inventé pendant les années 1990; ils n'avaient pas

besoin non plus d'imiter les Nazis. Ce sont plutôt les Nazis qui se sont inspirés des horreurs orientales.

Les débuts de la purification ethnique

Les atrocités perpétrées contre les population civiles pendant l'insurrection qui a conduit à la création du premier état indépendant issu de l'Empire ottoman (la Grèce) peuvent être interprétées de diverses manières. La révolution ou guerre d'indépendance grecque est un phénomène complexe composé de luttes locales, régionales, religieuses et nationales. Les massacres des Musulmans et des Juifs au Péloponnèse en 1821 ne s'inscrivaient pas encore dans une logique moderne d'homogénéisation territoriale mais appartenaient plutôt à des formes de violence pre-modernes. Par contre, la création de l'Etat-Nation grec –un État moderne dans tout le sens du terme– ne pouvait se réaliser sans une politique de "purification". Cette politique était parfaitement acceptable (et acceptée) par les puissances européennes "protectrices". Les Musulmans qui se sont trouvés dans le territoire soumis à l'autorité du gouvernement du nouvel État ont dû traverser la frontière et passer du côté ottoman. Par contre, aucune "purification ethnique" à l'encontre des populations orthodoxes non-hellénophones n'a été perpétrée. Le premier territoire grec incluait une importante population albanophone (les Arvanites) et valaquophone (Koutzo-Valaques ou Tzintzares) qui n'a rencontré aucune difficulté pour s'intégrer dans la communauté nationale puisqu'ils étaient Chrétiens Orthodoxes. Enfin, la situation des Juifs est plus complexe: il n'ont pas été soumis à l'expulsion sans non plus être considérés comme Grecs à part entière.

Ces ambiguïtés montrent la complexité de l'identification nationale pendant une période de transition entre les catégories identitaires ottomanes et les nouvelles catégories nationales qui étaient en train de se former à travers une re-interprétation d'éléments identitaires préexistants.

Le cas grec constitue un point d'observation privilégié pour l'analyse des processus de modernisation de l'espace ottoman du point de vue identitaire. Il permet de comprendre l'importance fondamentale de la territorialité comme instrument d'occidentalisation. La définition d'un territoire grec de manière quasi-arbitraire a constitué le point de départ pour la constitution d'une communauté politique qui était destinée à devenir une nation. Cette

communauté s'est forgée à travers d'un double processus. Dans un premier temps, les éléments les plus éloignés de ce qui paraissait à l'époque comme le noyau central du projet national ont été expulsés. Pour une première ébauche d'auto-définition la modernité s'est appuyée sur le principal élément identitaire pre-moderne: l'identité religieuse. L'expulsion des Musulmans (qui sont graduellement désignés comme "Turcs" dans les documents de l'époque), constitue ainsi probablement le premier cas de "purification ethnique" dans les Balkans.

Le deuxième instrument de la construction nationale fut l'hellénisation des populations orthodoxes qui se trouvaient dans le territoire national à travers la diffusion d'une nouvelle forme d'identité forgée par des institutions culturelles modernes ("grecques" comme l'Université d'Athènes et occidentales comme l'École française d'archéologie); les instruments de cette diffusion furent essentiellement l'école et l'armée.

L'exemple grec montre comment la création d'Etats-Nations dans les Balkans passe par une rupture avec la tradition ottomane qui non seulement "tolérait" mais encourageait même la mixité linguistique et religieuse dans l'espace. La délimitation de territoires "nationaux" suite aux péripéties des guerres, d'insurrections et de traités conduisait à la détermination d'une population susceptible de faire partie de la nation: ceux qui se trouvaient à l'intérieur d'un périmètre délimité avec de plus en plus de précision. Comme l'idée de la nation comporte l'élément de similarité, de rapprochement, il était nécessaire, dans un premier temps, de déterminer un seuil au delà duquel la convergence identitaire paraissait trop difficile. Ceux qui se trouvaient en dehors du cadre ainsi défini devaient partir: ils devenaient les victimes du processus de purification ethnique selon un critère d'ethnicité qui – contrairement à l'idée reçue- n'était pas connu d'avance mais se déterminait dans le cadre même du processus "purificateur". La création de la Grèce moderne fut initialement fondée sur une césure religieuse qui s'est transformée graduellement en opposition nationale. C'est pour cette raison que l'on assiste aux années 1820-30 à un glissement vers les termes Grec/Turc qui remplacent ceux de l'opposition Chrétien/Musulman.

On observe au XIXe siècle la différenciation de la population ottomane dans les Balkans à travers l'émergence parallèle de territoires et d'identités. La territorialité créa la nationalité tout en étant, en même temps, alimentée par celle-ci.

En l'absence de projet national alternatif, l'émergence du nationalisme grec concernait au début tous les Orthodoxes de l'Empire ottoman, indépendamment de leur expression linguistique. Le grec, préservé par l'Église orthodoxe et réhabilité par les Lumières, paraissait comme la "vraie" langue des populations qui suivaient l'Église "grecque" et qui devaient s'inspirer du paradigme civilisateur occidental. Les autres expressions linguistiques ne pouvaient avoir, selon la vision prédominante jusqu'au milieu du XIXe siècle, qu'un statut de "patois" au sein d'un État grec couvrant la plus grande partie des Balkans.

Le choc de Saint-Stefano

La puissance et l'agressivité d'un nationalisme grec appuyé sur le philhellénisme occidental ne pouvait que provoquer des résistances et contribuer ainsi indirectement à l'émergence des autres nationalismes balkaniques. Puisque la religion avait déjà servi comme élément de différenciation, un autre paramètre devait être adopté. Le pangermanisme et le panslavisme montraient le chemin d'une définition linguistique de la nationalité. Si l'identité serbe se formait aussi sur la base d'une construction étatique, l'identité bulgare a exprimé une volonté de différenciation nationale sur une base essentiellement linguistique, sur le refus d'une hellénisation propagée par le haut clergé orthodoxe.

La compétition de projets nationaux balkaniques s'est cristallisée à travers les événements de 1878 qui ont joué un rôle fondamental dans l'émergence d'une vision territoriale conduisant au "réflexe" de purification ethnique.

Le résultat de la guerre russo-turque de 1878 fut le traité de Saint-Stefano qui créait la "Grande Bulgarie", un nouvel État dont le territoire incluait, *grosso-modo*, celui de la Bulgarie actuelle et de l'ensemble de la Macédoine ottomane (partagée ensuite entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie) à l'exclusion de la région de Salonique.

Ce traité n'a pas été appliqué puisque l'Autriche et la Grande Bretagne ont imposé une nouvelle négociation qui a abouti au traité de Berlin créant une "petite" Bulgarie. L'extraordinaire fluctuation de la carte politique des Balkans en quelques mois et sous l'influence de ce qu'on appelle aujourd'hui "la communauté internationale" a constitué un choc sans précédent pour les élites nationales balkaniques qui se sont rendues compte de l'extrême fluidité

de leur environnement géopolitique. L'influence quasi déterminante des intrigues diplomatiques sur leurs destinées les a poussées à essayer de comprendre les critères et les processus de la diplomatie européenne. Le rapprochement entre la carte du traité de San Stefano et une carte "ethnographique" publiée en 1876 par un géographe de grande renommée (H. Kiepert, professeur de Géographie à l'Université de Berlin) les a convaincues que le tracé des frontières correspondait à l'image de la répartition "ethnique" spatiale que se faisaient les Européens. Pour les Grecs et les Serbes la conclusion à tirer de cette observation était évidente: pour éviter que le projet de Grande Bulgarie se réalise il fallait à tout prix modifier cette vision. Pour les Bulgares, au contraire, il fallait combattre ces tentatives par des efforts pour consolider la cartographie mentale occidentale.

Le traité de San Stefano a constitué une préfiguration du principe d'autodétermination introduit après la première guerre mondiale puisque la corrélation de la carte "ethnique" avec la carte politique suggérait que l'une devait déterminer l'autre. Il a servi comme avertissement aux acteurs balkaniques sur ce qui devait constituer de plus en plus le principe derrière les remaniements de la carte politique de l'Europe centrale et orientale.

Le message était donc clair. Parallèlement à la préparation militaire pour conquérir les territoires convoités, il fallait agir sur les représentations de la composition "ethnique" pour pouvoir légitimer aux yeux de la diplomatie internationale leur intégration au sein de la "mère patrie". Le même raisonnement était valable aussi dans une logique défensive: pour se prémunir face aux convoitises des voisins il fallait compléter le dispositif défensif militaire par un effort d'influencer la représentation ethno-cartographique concernant ses propres territoires (et surtout les territoires récemment acquis).

Le choc psychologique de San Stefano a conduit, dans un premier temps, à une "guerre des cartes"¹. Les Grecs, les Serbes et les Bulgares ont déployé des moyens considérables pour la fabrication et la dissémination de cartes "ethnographiques" favorables à leurs intérêts. Comme la cartographie "nationale" risquait d'être peu convaincante à l'étranger, les cartographes

¹ Georges Prevelakis, "Le géographe serbe Jovan Cvijic et la guerre des cartes macédonienne", Daniel Balland (sous la direction), *Hommes et Terres d'Islam* (mélanges offerts à Xavier de Planhol), Institut français de recherche en Iran, Téhéran, 2000, tome II, p. 257-276.

occidentaux ont été souvent embrigadés par les uns et par les autres. Le résultat fut une extraordinaire activité cartographique balkanique décrite et analysée minutieusement dans un des ouvrages les plus importants sur les Balkans publié par un géographe britannique². Pourtant, la transformation de la réalité cartographiable elle-même était encore meilleure que l'influence sur la production de cartes. Si, en effet, on pouvait éliminer de tel ou tel territoire l'expression linguistique ou religieuse adverse, il serait aisé de défendre par la suite une cartographie "objective".

Les cartographes occidentaux produisaient des cartes à partir de leurs propres concepts identitaires et en particulier d'une notion d'identité nationale qui avait peu de rapport avec les systèmes d'identification des populations rurales balkaniques (et surtout avec celles qui vivaient en Macédoine ottomane). La projection cartographique d'une interprétation occidentale (et donc très artificielle) servait par la suite à légitimer des revendications territoriales émanant d'élites nationales. Pour ces élites (créées, elles aussi, par la projection de réalités sociales occidentales sur l'Empire ottoman), la logique du rapprochement entre la réalité "scientifique" de la cartographie ethnographique et la pratique géopolitique paraissait normale. Ils ont donc oeuvré pour adapter la réalité des sociétés rurales balkaniques à la norme occidentale en agissant sur les identités des populations (hellénisation, serbisation, bulgarisation des paysans) et, le cas échéant, sur les territoires (expulsion des populations soumises à leur pouvoir qui ne pouvaient pas ou ne voulaient pas accepter l'identité nationale dominante).

Considérer donc que la purification ethnique s'exerce toujours sur des populations ayant une identité nationale claire et en contradiction avec l'identité nationale dominante dans un territoire donné est une simplification abusive. La purification ethnique agit en même temps sur les identités et les territoires et fait partie du processus de modernisation territoriale et identitaire des espaces ottomans. Elle est un des principaux symptômes de l'"Européanisation" des Balkans. Ces pratiques ne répondaient donc pas à une sorte de "réflexe" de pureté raciale, à un sentiment inné de refus de l'altérité chez les Balkaniques, comme on les présente souvent. Elles sont le résultat

² H. R. Wilkinson, *Maps and Politics, a review of the Ethnographic Cartography of Macedonia*, Liverpool, 1951.

d'un apprentissage des élites nationales, d'une adaptation de leurs stratégies à un environnement idéologique et géopolitique préfiguré déjà en 1878 et institutionnalisé après la deuxième guerre mondiale.

L'instrumentalisation offensive de l'ethnicité au sein des territoires convoités -ainsi que les actions "pre-emptives" contre une telle instrumentalisation par l'adversaire- sont les résultats de la relation asymétrique qui s'est installée au XIXe siècle entre les puissances occidentales et les sociétés ottomanes et post-ottomanes. Le fait que les premières pouvaient déterminer les recompositions territoriales des secondes a transformé les populations que les "puissances" prétendaient protéger en instruments et victimes des stratégies des élites nationales.

La systématisation de la purification ethnique

Même avant les guerres balkaniques et la première guerre mondiale, dans la mesure où la logique de l'autodétermination gagnait du terrain, les populations ottomanes ont beaucoup souffert. La "lutte macédonienne" ou "guerre des comitadjis" a transformé la Macédoine ottomane en arène de confrontation de bandes armées qui exerçaient d'énormes pressions sur les villageois pour les convaincre de se déclarer Grecs, Bulgares ou Serbes. L'intérêt des élites nationales pour l'identité nationale déclarée fut une conséquence directe du choc de San Stefano: les bandes envoyées par Athènes, Sofia ou Belgrade dans les territoires balkaniques ottomans avaient comme mission (en collaboration avec certains prêtres et les enseignants) de préparer le terrain pour l'arrivée des enquêteurs occidentaux. Les paysans devaient être prêts à répondre à la question de l'identification selon les normes occidentales: Grec, Bulgare ou Serbe plutôt que Chrétien, Musulman, Juif ou encore Valaque, Sarakatsan ou habitant de tel ou tel village. Une fois l'apprentissage terminé, la bande opposée arrivait pour changer le label: Serbes plutôt que Grecs, Bulgares plutôt que Serbes, Grecs plutôt que Bulgares... Ces manoeuvres géo-identitaires comportaient l'utilisation de tous les moyens: action éducative (création d'écoles), action philanthropique (aide aux familles bien-pensantes) mais aussi de terribles exactions et crimes atroces (assassinat systématique des membres des élites locales, destruction de villages entiers, guerre souterraine entre les bandes etc.).

La victimisation des populations s'est beaucoup accélérée pendant les années 1910 et 1920, période de purification ethnique généralisée dans les Balkans et l'Asie mineure. Pendant cette période, la carte politique des Balkans s'est relativement stabilisée. C'est dans ce nouveau contexte géopolitique et territorial que d'énormes opérations de "purification ethnique" ont eu lieu, dont certaines d'une extrême violence et d'autres plus "civilisées". Le bilan général de cette période dessine le tableau d'une extraordinaire mobilité qui a conduit à une géographie de la population profondément renouvelée.

Les processus de cette vague de purifications ont été:

A. L'élimination physique de populations entières par les massacres, les déportations, la famine, les mauvaises conditions sanitaires, l'absence de protection face aux banditismes etc. Le cas le plus connu concerne l'extermination des Arméniens de l'Empire ottoman. Il n'est pas le seul, puisque d'autres populations chrétiennes soumises à l'autorité ottomane mourante ont subi un sort similaire (Pontiques), tandis que dans les Balkans ces pratiques, quoique de moindre ampleur, étaient monnaie courante pendant les années 1910.

B. La fuite des populations pour éviter les massacres et les persécutions ou leur expulsion.

C. L'échange volontaire des populations

Malgré son nom, l'échange volontaire des populations n'a rien de volontaire. La distinction entre volontaire et obligatoire est beaucoup plus liée aux moyens utilisés pour expulser certaines populations de leurs territoires ancestraux que sur leur volonté. En fait, l'échange volontaire correspond à une régulation *a priori* et *a posteriori* de mouvements migratoires provoqués par la panique face à l'avancée d'armées hostiles ou par la peur de persécutions anticipées. L'échange volontaire se présente comme une "solution" moins mauvaise que le massacre (ou l'expulsion sans reconnaissance d'un quelconque droit de compensation). Elle a été conçue par les États balkaniques et l'Empire ottoman en partie pour faciliter le processus d'homogénéisation et en partie pour offrir un minimum de protection à des populations qui n'avaient aucun autre choix que de quitter

“volontairement” leurs foyers. Les principaux traités d'échange volontaire dans les Balkans ont été:

Traité entre la Bulgarie et l'Empire ottoman (septembre 1913).

Pendant la première guerre balkanique, les Bulgares ont expulsé la plupart des Musulmans vivant dans les territoires conquis et les Ottomans ont fait de même pour les Bulgares de la Thrace orientale. Le traité prévoyait donc un échange qui en réalité avait déjà été accompli. Des commissions mixtes allaient s'occuper des questions financières liées à l'échange du patrimoine foncier des villages concernés. Le traité initial a été complété et étendu par d'autres accords entre la Bulgarie et l'Empire ottoman.

Traité entre la Grèce et l'Empire ottoman (mai 1914).

En suivant le modèle du traité précédent, la Grèce a conclu un accord d'échange de populations avec l'Empire ottoman concernant les paysans chrétiens de la Thrace et de la région d'Izmir qui seraient échangés contre les paysans musulmans de la Macédoine et de l'Épire. La première guerre mondiale a empêché l'application de ce traité.

Traité entre la Grèce et la Bulgarie (novembre 1919)

Déjà avant les guerres balkaniques beaucoup de Bulgares vivant dans les régions macédoniennes qui allaient devenir grecques avaient émigré en Bulgarie. De même, beaucoup de Grecs vivant en Bulgarie avaient cherché refuge en Grèce. Ce mouvement s'est poursuivi pendant et après les guerres balkaniques. Les puissances européennes étant favorables à la poursuite de la “purification ethnique” gréco-bulgare mutuelle, des dispositions concernant ces migrations ont été prévues au traité de Neuilly. Il s'agissait de régler les problèmes financiers liés aux migrations déjà effectuées et de faciliter la migration des Grecs et des Bulgares qui souhaitaient traverser la frontière. En 1926, on comptait 90.000 Bulgares partis des territoires grecs et 50.000 Grecs partis de Bulgarie tandis que 10.000 Grecs avaient décidé de rester en Bulgarie et 85.000 Bulgares (ou Grecs slavophones selon les autorités grecques) en Grèce.

D. L'échange obligatoire des populations

L'échange obligatoire fut un moyen pour la liquidation de l'hétérogénéité résiduelle, celle qui avait résisté aux autres méthodes.

La différence entre l'échange volontaire et l'échange obligatoire réside au fait que dans le cas de l'échange obligatoire le départ n'est pas le résultat d'un sentiment de menace –réelle ou imaginaire- mais d'une décision administrative.

L'échange obligatoire a été appliqué à l'ensemble des populations chrétiennes orthodoxes de l'Empire ottoman (à l'exception des habitants d'Istanbul) et des populations musulmanes de Grèce (à l'exception des habitants de la Thrace occidentale). L'accord qui l'instituait a été conclu à Lausanne en janvier 1923, suite à la défaite grecque contre les troupes kemalistes en Asie mineure. Sous la responsabilité d'une commission mixte composée de 11 membres (4 Grecs, 4 Turcs, 3 désignés par la Société des Nations) à peu près 350000 Musulmans et 190000 Chrétiens ont été échangés. Il est évident qu'un grand nombre de "Grecs" échangés étaient turcophones et un grand nombre de "Turcs" étaient hellénophones puisque le critère était religieux et non linguistique. Une des principales catégories des musulmans échangés, les Turco-cretois, parlaient grec dans leur majorité. Installés en Asie mineure débarrassée des ses "Grecs", ils se trouvaient en pays étranger.

Les résultats des mouvements de populations pendant les années 1910 et 1920.

La recomposition de la carte politique des Balkans a conduit à un profond remaniement de la géographie humaine à travers les divers processus de purification ethnique qui conduisaient d'un côté à l'élimination des "minorités" et d'autre part au renforcement des "majorités" par l'installation de réfugiés expulsés des autres pays. Certaines régions ont changé complètement de caractère suite à ces migrations. Un des exemples les plus impressionnants fut la Macédoine du sud. Intégrée en Grèce, ce pays, qui était considéré comme le modèle même du mélange ethnique (d'où l'expression "salade macédoine"), fut complètement hellénisé par le départ des musulmans et des slavophones et par l'arrivée massive de Grecs d'Asie mineure et du pourtour de la Mer noire (Grecs pontiques).

Les statistiques grecques montrent bien l'ampleur de ces phénomènes. La comparaison du recensement de population de 1920 (c'est à dire à une époque où la purification ethnique était déjà à un stade avancé) et de 1928 (après la défaite grecque en Asie mineur) illustre partiellement la mutation dramatique. Selon les calculs d'A. A. Pallis, sur une population de 620000 habitants, les 150000 étaient les réfugiés seulement de la période 1922-28³. Pendant la même période, la population grecque a été diminuée par le départ ou la disparition d'un million de personnes. Ce chiffre s'analyse comme suit:

Populations des territoires perdus en 1923	514.585
Émigration "turque"	388.146
Émigration "bulgare"	68.800
Pertes de la guerre gréco-turque	33.913

Donc, pendant la décennie de 1920 seulement, les différentes formes d'épuration ethnique liées au territoire grec (immigration plus émigration) ont touché à peu près deux millions de personnes. Dans la sphère grecque (nation plus territoire), une personne sur trois était victime des épurations ethniques (à la fois pour ou contre le nationalisme grec) exercées seulement pendant une décennie. Si l'on prolongeait ce calcul dans le temps, on arriverait à un ratio beaucoup plus élevé. La mobilité forcée fut le sort de la quasi-totalité des populations des Balkans pendant le XIXe et le XXe siècles. C'est en partie l'explication de la facilité avec laquelle les Balkaniques décident d'émigrer en Europe occidentale et aux États-Unis pour constituer des diasporas.

Le territoire grec, déjà très avancé dans son homogénéisation en 1920 (80,53 % de Grecs) est devenu encore plus homogène suite aux migrations des années 1920 (93,75 % de Grecs). Le seul groupe "ethnique" non-grec qui n'a pas connu une diminution, même relative, pendant cette période fut celui des Arméniens, à cause d'un fort mouvement migratoire en provenance de la Turquie (1.000 Arméniens en Grèce en 1920, 35.000 en 1928).

Le processus d'homogénéisation du territoire grec a continué puisque chaque nouvelle péripétie géopolitique conduisait au départ ou à la disparition de groupes minoritaires et à l'arrivée de Grecs expulsés de divers pays. Ainsi, la

³ A. A. Pallis, "The Greek Census of 1928", *The Geographical Journal*, 1929, p. 544-555.

communauté juive séfarade de Salonique (70.000 personnes) a été graduellement amoindrie par une émigration qui a précédé son élimination quasi-complète par les Nazis. Les Albanais musulmans d'Épire (Chams), une population de 25.000 âmes, se sont réfugiés en Albanie après la deuxième guerre mondiale à cause de leurs agissements anti-grecs. La seule minorité qui a résisté sont les musulmans de Thrace (100000 en 1928, 130000 aujourd'hui), groupe linguistiquement mixte (turcophones et bulgarophones) qui tend à développer une identité nationale turque. D'autre part, des Grecs de la diaspora ont cherché refuge en Grèce au fur et à mesure de la disparition de leurs foyers traditionnels: Grecs roumains après la deuxième guerre mondiale, Grecs égyptiens (les "Égyptiotes") expulsés par Nasser, Grecs de Constantinople pendant les années 1950 et 1960 etc.

L'exemple de la Grèce peut être repris à propos des autres pays balkaniques et, bien évidemment, de l'Empire ottoman/Turquie. L'homogénéisation ethnique est devenue un idéal à la fin du XIX siècle et s'institutionnalisa au début du XXe siècle. Un processus de transformation géopolitique se mit ainsi en marche pour créer une réalité identitaire et territoriale fondamentalement différente de ce qu'étaient les territoires et les populations ottomanes.

Quand on se limite à étudier les mouvements migratoires, tout en étant impressionné par leur ampleur, on perd une dimension importante de la mutation. La métaphore souvent employée de la "mosaïque des peuples" est une réduction qui mène à la perte d'un élément essentiel d'explication. La simplification de la répartition géographique des groupes ethno-nationaux allait de pair avec l'émergence des identités ethno-nationales et donc de ces mêmes groupes. L'espace n'est pas un support neutre de déplacements et de recompositions de groupes déjà constitués. Il ne s'agit pas simplement d'une transformation d'échelle (ou de "grain") de la cartographie ethnique. L'émergence des territoires a contribué à celle des identités qui agissaient à leur tour à la recomposition territoriale et ainsi de suite...

L'épuration ethnique constitue une composante essentielle de ce processus. Elle a été déclenchée par l'introduction de l'État-Nation dans un espace ottoman qui ignorait tout de cette invention géopolitique occidentale. Elle a été accélérée dans la mesure où les décisions de la diplomatie européenne ont commencé à prendre en compte les populations vivant au sein de territoires susceptibles d'être soumis à des remaniements. Cette "démocratisation" de la décision géopolitique a transformé les enjeux ethno-territoriaux en questions

politiques d'ultime importance. L'épuration ethnique était la conséquence inévitable de ce processus.

Horriifiée par sa violence, la diplomatie occidentale a essayé de réguler l'épuration à travers son institutionnalisation. Les échanges de populations ont paru comme la solution du moindre mal, voire même une solution légitime et normale, acceptée par la Société des Nations. Les commentaires des "publicistes" de l'époque sont explicites sur la valeur de l'homogénéité ethnique au sein des territoires étatiques. A. A. Pallis, délégué de la Grèce à la Commission des réfugiés de la Société des Nations, écrivait en 1925:

"Il est évident que tous ces mouvements qui impliquaient le transfert, dans les deux sens, d'entre 2.300.000 et 2.500.000 Grecs, Bulgares et Turcs (...) ont eu comme effet de modifier profondément la géographie raciale des régions en question (...). Des problèmes politiques qui devaient leur complication au mélange de races mutuellement antipathiques, ont été simplifiés"⁴.

Dans ce passage on voit se dessiner clairement la vision prédominante sur l'origine des problèmes balkaniques: l'existence de "races" incapables de vivre ensemble qui doivent donc être physiquement séparées. Il semble inutile d'expliquer comment ces "races mutuellement antipathiques" vivaient ensemble pendant des siècles. Le même expert grec évoque dans un autre article, écrit trois ans plus tard, les déclarations du président américain de la commission d'établissement des réfugiés grecs, M. Howland:

" M. Howland (...) a eu l'occasion, dans une déclaration faite devant le Conseil de la Société des Nations (...) de souligner le fait que l'homogénéité raciale qui a résulté du remaniement des populations balkaniques sera un facteur de paix en éliminant ce qui dans le passé avait été prouvé une constante et troublante source de friction. Les hommes d'État et les journalistes ont noté avec satisfaction que quelque bien a découlé du mal, et que le déracinement de la population grecque de la Turquie, avec l'énorme sacrifice de vie humaine qu'il a comporté, a au moins eu l'avantage compensatoire de résoudre automatiquement –en ce qui concerne la Macédoine du sud- une

⁴ A. A. Pallis, "Racial migrations in the Balkans during the years 1912-1924", *Geographical Journal*, 1925, p. 316.

question qui était une source chronique de conflits inter-balkaniques et une menace à la paix européenne pour plus d'un quart de siècle"⁵.

L'article publié en 1929 dans *Foreign Affairs* par Hamilton Fish Armstrong, futur éditeur en chef de cette prestigieuse revue de relations internationales est aussi explicite dans l'approbation des résultats –sinon des processus- de la purification ethnique :

" Dans l'ensemble de la population [grecque] seulement 300.000, à peu près 5%, sont de sang non-grec, et ainsi la Grèce est aujourd'hui un des pays les plus compacts et les plus homogènes d'Europe –une Grèce très différente de celle créée par le traité de Sèvres...Pour la première fois depuis l'époque byzantine, pratiquement tous les Grecs sont sous gouvernement grec et pour la première fois dans l'histoire ils vivent rassemblés [*compactly*]"⁶.

La poursuite de la purification

La Grèce, la Bulgarie et la Serbie, pays pionniers de la construction nationale dans l'espace ottoman et post-ottoman, avaient achevé un degré enviable d'homogénéisation avant la deuxième guerre mondiale. La même remarque serait valable pour la Roumanie sans l'annexion de la Transylvanie après la première guerre mondiale. D'autres territoires post-ottomans restaient moins avancés dans la modernité territoriale. L'Albanie avait une importante population grecque dont les limites avec la communauté albanaise orthodoxe restaient imprécises. La plupart des régions "problématiques" se trouvaient en Yougoslavie. Les efforts de serbisation butaient sur la résistance d'identités régionales (Macédoine), sur d'autres nationalismes (Serbes de Croatie) ou même sur des identités pré-modernes (Bosnie). L'Italie fasciste et l'Allemagne nazie se sont appuyées sur ces failles de la modernité -ainsi que sur les mécontentements liés aux recompositions territoriales des années 1910- pour déstabiliser les Balkans et provoquer à nouveau des migrations, souvent en direction opposée par rapport à celles des décennies précédentes

⁵ A.A. Pallis, "The Greek census...", *ibid.*, p. 543.

⁶ Hamilton Fish Armstrong, "Venizelos again supreme in Greece", *Foreign Affairs*, vol. 8/1/1929, p. 122-122.

(par exemple fuite des Grecs de Macédoine orientale et de Thrace, sous occupation bulgare entre 1941 et 1944).

La guerre civile grecque a aussi suscité des peurs, des angoisses territoriales et des migrations. La question macédonienne fut au centre des manoeuvres idéologiques et politiques. L'effondrement du projet de la Troisième Internationale pour la création d'un État macédonien sur la base territoriale de la Macédoine ottomane a emporté la solidarité des communistes des Balkans et a contribué à la défaite des communistes grecs. Le nationalisme balkanique, malgré sa jeunesse, a démontré sa force face au communisme.

La guerre froide a mis fin à ces confrontations. La situation dans les Balkans est restée figée pendant quatre décennies (1949-1989) en donnant l'impression que les problèmes du passé avaient été dépassés. Les crises yougoslaves des années 1990 devaient pourtant montrer que l'on ne pouvait impunément ignorer les réalités et les logiques géopolitiques. La fin de la guerre froide a conduit à la reprise de la purification ethnique dans les territoires qui en avaient été épargnés auparavant (Croatie), dans lesquels les processus d'épuration n'étaient pas arrivés à un stade achevé (Bosnie-Herzégovine) ou encore là où l'hétérogénéité s'était accentuée sous l'influence de processus démographiques (Kosovo).

Les crises yougoslaves: continuités et ruptures

Les crises yougoslaves des années 1990 s'inscrivent dans la continuité des recompositions identitaires et territoriales balkaniques modernes. Le processus amorcé au début du XIXe siècle, conceptualisé à sa fin et institutionnalisé pendant les premières décennies du XXe siècle (principe wilsonien d'autodétermination, échange des populations) était à nouveau déclenché après une période de conditions géopolitiques exceptionnelles. Rien de surprenant à cela. Les acteurs balkaniques post-modernes ont fonctionné dans une parfaite continuité avec leurs parents ou grands parents modernes; beaucoup d'entre eux étaient fiers de cette tradition. Le communisme, en essayant de combattre les expressions les plus virulentes du nationalisme, avait contribué à leur idéalisation.

Le message historique mémorisé était que les pratiques d'épuration étaient tolérées, voire encouragées, par les puissances occidentales. La reconnaissance précipitée des États issus de la décomposition de la

Yougoslavie (Slovénie, Croatie, Macédoine, Bosnie) a renforcé l'idée d'un retour aux conditions des guerres balkaniques, de la première guerre mondiale, voire même de la deuxième guerre mondiale.

Était-ce vrai? Les décennies passées n'avaient-elles pas conduit à des mutations qui rendaient ces perceptions caduques? La mémoire de l'Holocauste, l'émergence graduelle et incomplète d'un droit international et d'une communauté internationale, la globalisation, la construction européenne sont parmi les éléments d'un contexte géopolitique bien différent de celui d'un monde dominé par un Occident convaincu de ses valeurs. Le comportement des élites balkaniques était sans doute anachronique; pour cette raison la purification ethnique des années 1990 a rencontré des résistances et la désapprobation, contrairement à ce qui se serait passé un siècle auparavant.

Pourtant, il serait erroné de conclure que l'anachronisme se limitait au camp balkanique. Si certains leaders comme Milosevic ont osé aller loin dans l'horreur, c'est qu'ils recevaient des messages contradictoires de la communauté internationale, prise elle-même aussi entre le passé et l'avenir.

Aujourd'hui, la purification ethnique est systématiquement dénoncée, tandis que le "politiquement correct" impose de faire l'éloge de la cohabitation des identités et des cultures. Cette vision est conforme aux transformations au niveau mondial: les grandes métropoles ne deviennent-elles pas de lieux de rencontre des cultures, des carrefours des diasporas, comme l'étaient les grandes villes de la Méditerranée orientale à la fin du XIXe siècle?

Pourtant que peut-on proposer aux populations des régions balkaniques en crise? A leurs yeux, la purification ethnique garantit la stabilité, qui est la condition du développement économique. Cette réalité a parfois été admise par la communauté internationale quand elle a toléré la purification ethnique (Serbes de Croatie) et accepté des solutions de compromis (Bosnie).

La mauvaise conscience de l'Europe et des États-Unis trouve pour l'instant un alibi en l'investissement considérable –militaire, politique et économique– dans les Balkans occidentaux. Ainsi elle arrive pour l'instant à préserver une certaine stabilité, sans pourtant oser proposer des solutions à long terme. La recette éprouvée de la purification ethnique paraît inacceptable: moralement caduque dans un contexte post-moderne, elle peut avoir de dangereuses conséquences au sein de sociétés occidentales qui deviennent de plus en plus "ethniquement" mixtes. Les nouvelles réponses, adaptées à une époque de

mutations rapides, ne sont pas encore élaborées. La communauté internationale, trop eurocentrique dans ses visions, ne peut sortir du cadre de la territorialité westphalienne -c'est à dire, finalement, de la logique de la purification ethnique- pour imaginer des mondes institutionnels nouveaux, adaptés aux innovations technologiques, économiques et culturelles.

Les problèmes balkaniques pourtant l'interpellent. Les Balkans deviennent, au début du XXIe siècle, un laboratoire géopolitique international, comme ils le furent un siècle auparavant.